



Boîte à outils destinée à l'élaboration d'un *Rapport indépendant de la Société Civile* sur l'exécution nationale de l'Agenda 2030

Table des Matières

Pages

2 Introduction

**3-5 SECTION I : Comment développer un processus national
inclusif de la société civile**

**6-9 Etude de cas 1– SRI LANKA : *'Examen National Volontaire du
Sri Lanka par le Peuple'***

**10-14 SECTION II : Modèle du *Rapport indépendant de la Société
Civile* sur l'exécution nationale de l'Agenda 2030, (A) Présentation de la
mise en œuvre en cours.**

**15-16 Etude de cas 2 – BRESIL : *Le Groupe de travail pour l'Agenda
2030***

**17-20 SECTION II : Modèle du *Rapport indépendant de la Société
Civile* sur l'exécution nationale de l'Agenda 2030, (B) Examen des 17
objectifs**

**21-23 Etude de cas 3 – GB : *Evaluation : Quels sont les
performances de la Grande-Bretagne en matière d'ODD, Rapport UKSSD***

24-25 SECTION III : Comment réaliser la transformation

26-27 Etude de cas 4 – INDE : *Wada Na Todo Abhiyan*

**28-29 Etude de cas 5 – ESPAGNE : *Futuro en Común, une plate-
forme de la société civile pour un changement***



Rapport indépendant de la Société Civile pour l'Agenda 2030.

Introduction : Élaboration d'un Rapport Indépendant de la Société Civile sur les progrès en matière d'ODD

En 2015, les dirigeants mondiaux ont adopté une série d'accords pour amorcer un virage décisif dans le but de se détourner du modèle de développement actuel insoutenable et injuste pour aller vers un monde plus juste, égalitaire et durable dans le cadre de l'Agenda 2030 et de l'Accord de Paris. La connaissance de ces engagements qui ont été pris au nom de tous les citoyens du monde par leurs dirigeants est au mieux incomplète et l'engagement encore souvent très limité. Il y a par conséquent un véritable défi pour s'assurer que les changements annoncés par ces engagements se concrétisent et lancer des actions transformatrices significatives.

La société civile est un acteur crucial de [l'Agenda 2030 pour le Développement durable](#). Elle a un rôle clé à jouer dans la sensibilisation et le maintien de l'attention sur ces engagements. Les organisations de la société civile (OSC) sont actives dans la planification, la mise en œuvre et le contrôle de l'Agenda et font surtout en sorte que les dirigeants tiennent compte des engagements qu'ils ont pris.

De façon à assurer l'exécution effective de l'Agenda 2030, les gouvernements se sont engagés dans un processus de suivi et d'examen qui doit être "solide, volontaire, efficace, participatif, transparent, et intégré"; et à ce que le contrôle et la responsabilité quant aux progrès soient réalisés avec des données de haute qualité, à jour et fiables, désagrégées par revenu, genre, âge, race, ethnicité, statut migratoire, handicap, zone géographique et autres caractéristiques correspondant au contexte national. De façon à assurer que ces objectifs soient atteints il est absolument nécessaire de mobiliser la société civile et de permettre à toutes les voix d'être entendues.

Cette boîte à outils s'appuie sur le modèle précédent réalisé par Action pour le Développement Durable pour un 'Rapport de la Société Civile' ('Civil Society Report') effectué en parallèle au processus officiel de l'Examen National Volontaire. A ce stade, alors que nous atteignons le terme du premier cycle d'examen de quatre ans, cette boîte à outils vise à aller plus loin que les modèles précédents en définissant les moyens que les organisations de la société civile peuvent utiliser pour évaluer elles-mêmes la réalisation ainsi que pour répondre aux examens du gouvernement.

Le but de l'élaboration d'un rapport indépendant est de fournir aux organisations de la société civile une façon de participer à la vérification de la réalisation de l'Agenda 2030 dans leur propre pays et pour permettre une comparaison plus facile.

La boîte à outils vise à fournir aux coalitions nationales de la société civile les étapes clés :

1. Comment développer un processus national inclusif de la société civile ;
2. Modèle du rapport indépendant sur l'exécution nationale de l'Agenda 2030 ;
3. Comment utiliser le rapport indépendant pour réaliser la transformation



La boîte à outils s'inspire de l'expérience des membres de A4SD dans des pays où un processus national a déjà été mené. Il vise à donner des conseils pour un processus simple et accessible.

SECTION I : Comment développer un processus national inclusif de la société civile

Afin d'utiliser de manière optimale l'opportunité offerte par un Examen Nationale Volontaire, il est nécessaire d'aller plus loin que la simple réponse aux plans et rapports officiels du gouvernement. Nous pouvons maintenant revenir sur la plus grande partie du premier cycle de mise en œuvre de quatre ans, et cela nous permet de travailler ensemble pour développer une évaluation indépendante de l'exécution des différents buts et objectifs dans chaque pays.

L'analyse doit débuter par une synthèse des réalisations dans le pays et un résumé des aspects clés de l'Agenda, afin d'identifier à la fois les accomplissements majeurs et les défis à relever du point de vue de la société civile. Etant donné que l'Agenda 2030 couvre une large variété de sujets il est crucial de commencer par mettre en place une alliance multi-sectorielle des organisations de la société civile représentant la diversité des voix et expériences des organisations travaillant dans différents secteurs thématiques. Il est utile que cette alliance puisse ensuite identifier une équipe composée d'un noyau d'experts couvrant tous les ODD.

A) Synthèse de la mise en œuvre en cours dans le pays

Le noyau d'experts doit envisager l'élaboration d'une première analyse sur les aspects transversaux tels que :

1. Une évaluation de la prise en compte et de l'intégration de l'Agenda 2030 et des 17 ODD dans les politiques nationales et la mise en œuvre, avec une attention portée sur les trois dimensions du développement durable : social, environnemental et économique.
2. Jusqu'où l'approche de 'l'ensemble du gouvernement' pour mettre en œuvre les ODD avec une politique claire et cohérente entre les différentes politiques et ministères est menée à bien.
3. Comment les principes transversaux clés tels que "Ne laisser personne de côté" et "Le Respect des Limites de la Planète" sont inclus dans toutes les politiques, et les lacunes identifiées.
4. Une analyse des mécanismes financiers et des ressources, pour comprendre quelles ressources sont attribuées aux politiques qui soutiennent l'Agenda 2030 ; également quelles sortes de partenariats ont été mis en place, quel est le rôle des différents acteurs (y compris le secteur privé) et quels donateurs sont impliqués ?



B) Organiser des dialogues multipartites nationaux

Vous devez ensuite viser à organiser des dialogues au sein de la société civile pour inclure au moins une réunion nationale et si possible au moins trois réunions régionales rassemblant un échantillon d'organisations travaillant sur les sujets clés des ODD, dont : la pauvreté, la nourriture, la biodiversité, l'eau et l'assainissement, l'égalité, le climat, les transports, l'urbanisme, le gouvernement, etc.

Quelques points clés à prendre en compte :

1. Assurez-vous que la coalition nationale transcende différents secteurs et inclue différents groupes d'intérêts et présente également un équilibre géographique (urbain et rural), d'âge, de handicap et de genre.
2. Par le biais de la coalition nationale ou via une diffusion ciblée, créer une base de données des participants et s'assurer que soient inclus dans votre dialogue jusqu'aux groupes suivants : femmes et filles, peuples autochtones, personnes ayant un handicap, syndicats, jeunes, personnes âgées, petits exploitants agricoles, militants écologiques, personnes LGBTQI, groupes religieux et groupes ethniques minoritaires, etc. Veuillez ajouter également à la liste établie ceux qui sont exclus et spécifiques à votre contexte national.
3. Vous pouvez rentrer en contact avec des groupes d'intérêts régionaux et internationaux pour faire en sorte que leurs sections nationales puissent être impliquées nationalement (ex : l'Union Internationale des Aveugles, Les Amis de la Terre, le mouvement paysan international « Via Campesina » pour accroître la participation de tous les groupes).
4. Si possible, vous devez accueillir les réunions dans différent(e)s régions/états géographiques pour assurer la participation au niveau local. C'est l'occasion d'assurer un espace sûr aux groupes les plus marginalisés pour partager leurs expériences. Créer une analyse succincte ou rapport sur chaque consultation locale.
5. Planifiez votre Dialogue National après les consultations locales, et assurez-vous qu'au moins un ou plusieurs représentants issus des consultations locales puissent participer au dialogue national plus large.



C) Examen des 17 Objectifs & Rapport de Synthèse

Afin de fournir un rapport indépendant de l'exécution de l'agenda, il est ensuite important de présenter un examen détaillé des 17 Objectifs et des 169 buts; évalués en fonction des 244 indicateurs mondiaux après avoir été adaptés au contexte local. (Les indicateurs mondiaux procurent une référence mais les indicateurs locaux/nationaux peuvent être développés dans le cadre du mécanisme de contrôle indépendant s'ils ne sont pas disponibles auprès des agences statistiques nationales).

Selon la capacité de recherche disponible, il peut ne pas être possible d'accomplir dans l'ensemble des pays tous les buts et objectifs, par conséquent les étapes suivantes fournissent une gamme d'options et une série d'étapes clés pour évaluer la mise en œuvre nationale :

1. Réalisez des évaluations factuelles, en utilisant des données désagrégées et les preuves générées par les citoyens quant aux progrès et difficultés présentés par les 17 ODD.
2. Examinez la disponibilité des données ainsi que les lacunes potentielles de preuves, incluant l'identification des données officielles existantes plus si possible la réalisation d'un recoupement avec les sources de données générées par les citoyens locaux.
3. Examinez les Objectifs clés et les principes et les groupes potentiels autour des problèmes clés dans le contexte de votre pays.
4. Développez un sommaire qui fournisse une analyse qualitative des interdépendances entre les objectifs, ce qui devrait inclure des compromis potentiels considérés à la fois comme le signe d'une croissance économique accrue allant de pair avec une inégalité et/ou une dégradation environnementale accrues.

D) Tenir une réunion finale de consultation pour valider vos conclusions et les présenter au gouvernement

Après avoir entièrement effectué votre analyse et rédigé un rapport en fonction du modèle ci-dessous, vous serez prêt à partager vos conclusions. Il est important de les partager en premier lieu avec vos partenaires au niveau national pour permettre un dernier retour d'information et une validation par les partenaires de la société civile. Finalement cela peut être partagé avec les représentants du gouvernement, vous trouverez plus d'informations sur ce point dans la section finale de cette boîte à outils intitulée 'Comment réaliser la transformation'.

Vous êtes maintenant prêt à préparer votre rapport indépendant, veuillez suivre le modèle de la prochaine section !



Etude de cas 1– SRI LANKA : Examen National Volontaire du Sri Lanka par le Peuple

1. Résumé de l'approche d'évaluation indépendante du Sri Lanka

Première en son genre, l'Examen National Volontaire du Sri Lanka par le Peuple (Voluntary Peoples Review ou « VPR ») sur la mise en œuvre du programme de développement durable de l'Agenda 2030 (2018) est une initiative visant à contrôler et rendre compte du statut de la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD) conformément aux objectifs de transformation inclusive vers un développement durable. Elle donne également le coup d'envoi du 'Mécanisme indépendant de contrôle, d'évaluation et de compte-rendu' sur les ODD au Sri Lanka. Le rapport national du Sri Lanka (VPR) dirigée par les partenaires est une initiative visant à fournir au gouvernement une approche alternative dans la poursuite de l'aspiration à un développement durable et à procurer au Forum Politique de Haut Niveau (FPHN) et aux Nations Unies un système offrant l'occasion de chercher à atteindre le principe de 'Ne laisser personne pour compte' dans la transformation.

L'Examen National Volontaire du Sri Lanka par le Peuple (VPR) a été formulée par la plateforme partenaire au Sri Lanka SDG (SLS SDG Platform) établie en mars 2018 par un collectif d'organisations de la société civile (OSC) issues du secteur privé, du monde universitaire, d'associations professionnelles, de syndicats, etc. pour faciliter une transformation inclusive vers un développement durable au Sri Lanka. Les objectifs de la plateforme 'SLS SDG' sont de faciliter une transformation inclusive ainsi qu'un contrôle et un compte-rendu indépendants sur la mise en œuvre des ODD au Sri Lanka. Dans le but d'assurer la responsabilité de la mise en œuvre des ODD, les représentants de la société civile, du monde des affaires, du monde universitaire, des médias ainsi que les instances gouvernementales, régionales et nationales ont l'intention de se réunir régulièrement pour évaluer le statut du Sri Lanka en matière de développement durable; et élaborer des stratégies collectives en faveur de la prospérité. Une plateforme a été mise en place pour soutenir la vision énoncée par le Gouvernement du Sri Lanka (GOSL) en faveur 'd'une Ere de Développement Durable' et pour étendre les alternatives collectives aux politiques et programmes nationaux convergents. Elle entend coopérer avec le système des Nations Unies et susciter une grande sensibilisation des Nations Unies à nos consultations et aux actions de la plateforme partenaire SLS SDG. Un service de la Plateforme a été créé pour coordonner la diffusion, les communications, la recherche, les activités de formation et de défense d'intérêts.

Les principaux objectifs de la Plateforme 'SLS-SDG' sont tel que suit :

i) Faciliter une transformation inclusive au Sri Lanka

- a) Faciliter la convergence des propositions/idées des ODD relatives à la transformation & la connaissance/informations venant de tous les partenaires.
- b) Coordonner l'apport des partenaires dans la planification, la prise en compte et l'intégration des ODD
- c) Le renforcement des capacités pour permettre à tous les partenaires de s'engager dans la mise en œuvre des ODD

ii) Faciliter les comptes rendus et le contrôle indépendants relatifs à la mise en œuvre des ODD au Sri Lanka

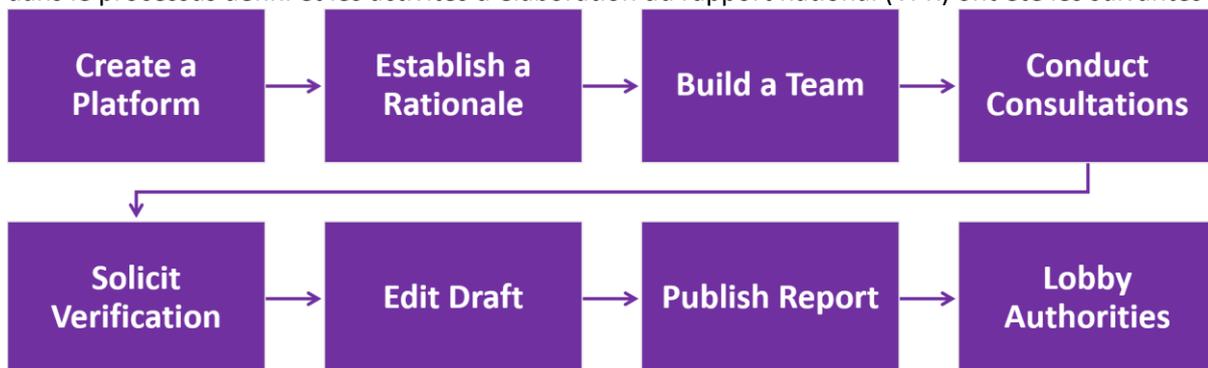
- a) Coordonner les comptes rendus et le contrôle indépendants relatifs à la mise en œuvre des ODD aux niveaux national et régional pour garantir la responsabilité du gouvernement sri-lankais en tant que signataire de l'Agenda 2030
- b) Assurer la coordination du suivi de la mise en œuvre avec les ministères compétents, institutions publiques et autorités locales concernés



Le processus d'élaboration de la VPR a fait l'objet d'une enquête intense dans un environnement manquant de compréhension à l'égard des ODD, une faible sensibilisation du public, un cadre politique incohérent, un système institutionnel fragmenté et un faible soutien à l'égard de l'engagement des partenaires. L'Examen National Volontaire du Sri Lanka par le Peuple (VPR) a été un processus qui a été géré par le biais de la mise en commun des ressources et des contributions bénévoles. Cependant, avec un espace limité pour l'engagement et la contribution au processus officiel VNR, les experts des entités à la fois gouvernementales et non gouvernementales ont été attirés par les réunions, consultations et révisions conduites par la VPR.

Le processus a pu attirer plus de cinq cent contributeurs directs issus du gouvernement, du monde universitaire, des organisations de la société civile (OSC), des organisations opérant au niveau des collectivités (CBO), du monde des affaires et autres partenaires au cours de la période de formulation du rapport national (VPR). Même les consultations régionales ont attiré des politiciens et des fonctionnaires d'état représentant les niveaux gouvernementaux provinciaux, de district et locaux. Des experts de haut niveau dans leurs domaines respectifs ont collaboré avec des fermiers, des pêcheurs, des femmes et jeunes pour chercher à clarifier la compréhension de la ramification des décisions stratégiques et des actions de développement.

Le processus d'élaboration de l'Examen National Volontaire du Sri Lanka par le Peuple (VPR) a été aussi important que le résultat dans la mesure où elle a contribué à poser les fondations d'un mécanisme de comptes rendus et de contrôle indépendants concernant les ODD et également à établir un processus de transformation collectif qui renforce le principe de 'ne laisser personne de côté'. Les principales étapes dans le processus défini et les activités d'élaboration du rapport national (VPR) ont été les suivantes :



- i. Créer une plateforme : Etablir un mécanisme d'engagement des partenaires et les enrôler dans les processus VNR et VPR
- ii. Etablir un Argumentaire : Définir une logique et structure pour une évaluation indépendante
- iii. Construire une Equipe : Former une équipe d'examineurs et diriger la recherche et l'analyse et produire des avant-projets.
- iv. Diriger les consultations : Organiser les consultations des partenaires aux niveaux local et national et mener des missions d'enquête sur les problèmes, recommandations, lacunes et stratégies pour un développement durable.
- v. Solliciter la Vérification : Mener des contrôles de vérification thématiques pour chaque ODD et engager les experts compétents issus du gouvernement, du monde universitaire, des OSC, du monde des affaires et autres groupes partenaires.
- vi. Editer un avant-projet : Faciliter un processus éditorial pour l'édition finale du rapport
- vii. Publier le rapport : Concevoir, publier et diffuser le rapport auprès des partenaires aux niveaux local, national et international pour obtenir une très bonne visibilité (prochaines étapes)
- viii. Faire Pression sur les Autorités : Mener des activités de sensibilisation sur les conclusions et faire pression sur les décideurs politiques et administratifs compétents et sur les partenaires influents



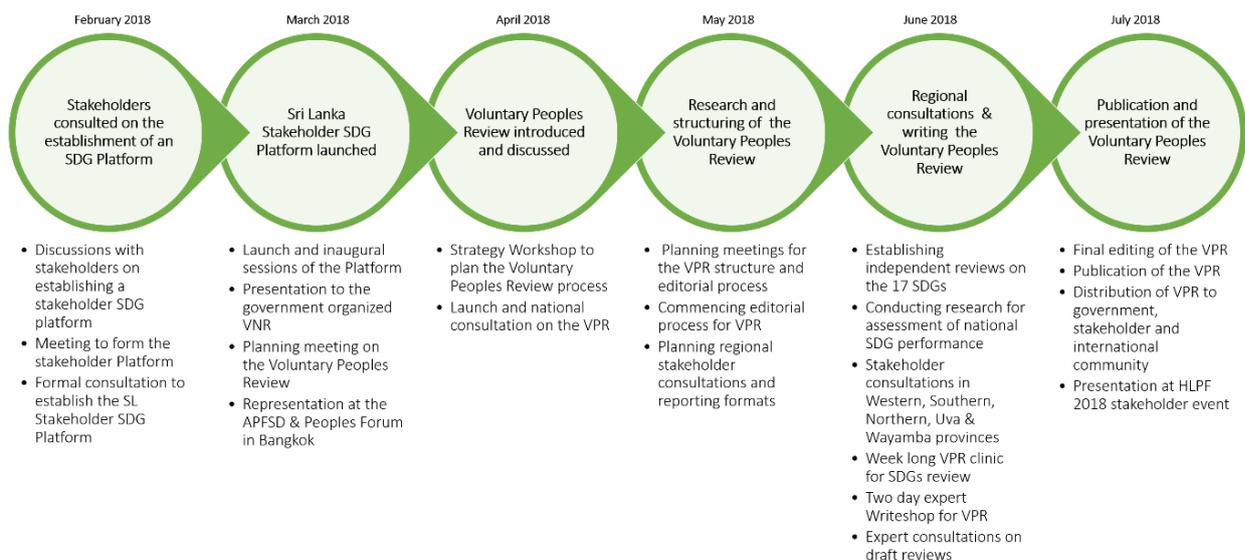
2. Présentation de l'équipe de recherche

Le processus et les activités d'élaboration de l'Examen National Volontaire du Sri Lanka par le Peuple demandent beaucoup plus d'efforts dus à la plus grande envergure, aux ressources humaines et matérielles insuffisantes, au manque d'information et de temps pour susciter la compréhension nécessaire et la connaissance des ODD. Les consultations nationales et régionales ont engendré une représentation de partenaires clés, cependant le faible degré de compréhension des ODD étaient une réalité prévisible. Par conséquent, les consultations ont été utilisées comme l'occasion d'élargir la plateforme pour susciter sensibilisation et connaissance.

Même les partenaires les plus avertis et engagés ont demandé un encadrement supplémentaire et des conseils sur la façon de mener les examens des ODD. La méthodologie initiale utilisée pour passer en revue les 17 ODD a été jugée trop complexe pour une mission préliminaire au sein du mécanisme indépendant de contrôle et de compte-rendu. Une structure d'évaluation simplifiée a alors été présentée, mais elle aussi présentait des difficultés immenses dues au manque d'indicateurs de référence et de disponibilité des données. Alors que jusqu'à présent une analyse systématique des ODD n'a pas été adoptée par le gouvernement ou par le processus VNR piloté par les responsables sri lankais, les examinateurs bénévoles de la VPR ont rencontré des difficultés immenses pour évaluer les indices de performance et fournir explications et justifications.

Le Dispositif de la Plate-forme a dirigé durant une semaine un centre VPR afin d'aider à simplifier les révisions de l'avant-projet et procurer une aide experte pour que les examinateurs puissent être aptes à effectuer une recherche adéquate et préparer des analyses raisonnées pour la cotation et les recommandations de base. Un 'atelier d'écriture' de deux jours a été organisé pour amener les experts à réaliser de plus amples révisions des avant-projets, apporter des informations et formuler des cotations justes et crédibles et des recommandations. Les révisions sont présentées comme en travaux en cours et continueront à être améliorées dans le processus d'établissement d'un mécanisme indépendant de contrôle et de compte rendu sur les ODD.

Les activités d'élaboration de la VPR dites 'Stratégie nationale pour un développement durable – Une transformation inclusive' sont expliquées ci-dessous :



La VPR offre une macro analyse des aspects clés de la prise en compte des ODD, en intégrant les trois dimensions du développement durable – environnemental, social et économique ; la cohérence politique



et institutionnelle, l'agenda de financement du développement durable ; et la disponibilité des données pour le contrôle et l'évaluation. Elle vise également à fournir un inventaire du statut actuel et à noter la performance sur les 17 ODD via un processus de mise en place d'un 'Mécanisme indépendant de contrôle, d'évaluation et de compte rendu' sur les ODD au Sri Lanka. Les 17 révisions sont en cours d'élaboration et on s'attend à ce qu'elles évoluent. Les révisions ne fournissent pas une évaluation finale mais tentent de faire l'inventaire des progrès du pays quant au développement durable et de faire pression sur les autorités pour qu'elles continuent à entreprendre les actions nécessaires. En l'absence d'un mécanisme de contrôle, d'évaluation et de compte rendu officiel établi par le gouvernement, ces révisions constituent une première tentative d'analyse systématique des performances du Sri Lanka quant aux ODD.

Le Rapport se présente en cinq chapitres ;

- i. Le chapitre 01 est un bilan sur les performances globales dans la mise en œuvre des ODD.
- ii. Le chapitre 02 est une évaluation de la politique et d'environnement propice à la mise en œuvre des ODD.
- iii. Le Chapitre 03 est un commentaire sur la transformation en vue de sociétés durable et résilientes.
- iv. Le Chapitre 04 est un inventaire de l'état de fait de chacun des 17 ODD.
- v. Le Chapitre 05 est un résumé des consultations publiques concernant la volonté de ne négliger personne.



3. Processus de soumission/ partage du rapport avec le gouvernement

Alors que le Sri Lanka était présent lors de l'organisation d'événements tenus en marge du FPHN 2018 et que des copies de la VPR ont été largement diffusées auprès des fonctionnaires d'état et partenaires, aucun suivi officiel n'a été possible à cause du manque de ressources et de financement.

Aussi, suite à la soumission de la VNR, le processus SDG au Sri Lanka semble avoir connu une désaffection importante, l'attention officielle se déplaçant sur d'autres questions. Une attitude similaire est notable de la part des OSC et autres parties, les partenaires clés de la plateforme SLS-SDG ne faisant pas preuve d'un enthousiasme suffisant pour suivre et fournir les moyens nécessaires à accomplir les activités au programme. Cependant, un processus visant à formuler un rapport sri lankais braquant les projecteurs sur le SDG4 est en actuellement en cours dans le cadre de la préparation du FPHN 2019.

Le manque de soutien international pour poursuivre les coalitions nationales et le contrôle indépendant est un obstacle majeur pour avancer sur les ODD.



SECTION II : Modèle d'un Rapport Indépendant sur l'exécution nationale de l'Agenda 2030

Pays	
Coalition Nationale ou Organisation	
Nom du représentant	

- Introduction- Au sujet de votre coalition
 - Existe-t-il une plateforme nationale d'OSC ou un réseau se concentrant sur les ODD ?
 - Si oui, la coalition est-elle inclusive des organisations travaillant sur tous les sujets relatifs aux ODD ?
 - Existe-t-il des plateformes nationales travaillant sur les objectifs ou cibles spécifiques ?
Si OUI veuillez en faire la liste

Le rapport indépendant tient compte d'un nombre de catégories clés et offre une vue d'ensemble du niveau d'exécution dans chaque domaine.

La première partie vise à évaluer l'exécution globale de l'agenda, comprenant une considération des politiques et stratégies pour la mise en œuvre, l'évaluation de l'exécution et les mécanismes d'engagement, comprenant avec la société civile, les gouvernements locaux, les donateurs et les partenaires qui travaillent à la réalisation des ODD.

A) Synthèse de la mise en œuvre en cours

- **Stratégie Officielle**
 1. Quel ministère (ou autre institution comme par exemple le cabinet du Premier Ministre) conduit la planification pour la mise en œuvre nationale des ODD dans votre pays ?
 2. Votre gouvernement a-t-il un cadre législatif pour la mise en œuvre des ODD ? De quelle façon cela est-il lié aux cadres législatifs existants ou autres, tels que les plans de développement nationaux, les plans nationaux relatifs à l'eau/au transport/à l'éducation etc. Y a-t-il eu des révisions concernant les cadres législatifs existants au vu de la politique de mise en œuvre des ODD.
 3. Jusqu'à quel point constatez-vous une politique cohérente effective et un cadre national coordonné concernant les ODD ? L'approche politique inclut-elle une reconnaissance de la nature inter-relative des trois dimensions du développement durable (social, environnemental et économique) ? Y a-t-il un quelconque « choix à la carte » ou constatez-vous que tous les ODD sont traités de façon égale ?

1. Aucune action ou très faible niveau d'initiative (ROUGE)	2. Planification initiale ; 3. Actions entreprises ; 4. Exécution en cours (ORANGE)	5. Implémentation réussie (VERT)
--	--	---



- **Mise-en œuvre Nationale**

4. A quel point la mise en œuvre est-elle déjà entamée sur l'Agenda 2030 ?
5. Y a-t-il un plan national clair en termes de financement de l'exécution de l'Agenda 2030 ? Le budget national est-il conforme à l'Agenda 2030 ? Quel est le rôle des donateurs internationaux/partenaires du développement ?
6. Des progrès existent-ils sur le regroupement des preuves avec les données désagrégées pour démontrer les progrès dans votre pays ? Quelles données sont désagrégées ?
7. Quel est l'engagement des partenaires dans le plan national de mise en œuvre ? Existe-t-il un large partenariat entre secteurs pour la mise en œuvre ? Comment évalueriez-vous le partenariat entre les différents acteurs, existe-t-il une responsabilité mutuelle ? Des difficultés ou opportunités ont-elles été identifiées concernant un plus grand partenariat ?

1. Aucune action ou très faible niveau d'initiative (ROUGE)	2. Planification initiale ; 3. Actions entreprises ; 4. Exécution en cours (ORANGE)	5. Implémentation réussie (VERT)
--	--	---

- **Sensibilisation du Public**

8. La globalité du texte de L'Agenda 2030 de Développement Durable et des ODD est-elle disponible dans vos langues locales ? Quelle(s) langue(s) ? Qui l'a traduit ?
9. Y a-t-il un examen parlementaire/du congrès minutieux relatif au cadre ? Si oui, veuillez lister la commission compétente et son activité et toute déclaration faite au parlement et par les députés
10. Les gouvernements locaux de votre pays sont-ils activement engagés dans l'Agenda 2030 et les ODD ? Si oui, de quelle façon
11. Les organismes éducatifs et les chercheurs cherchent-ils activement à analyser et communiquer sur les ODD ?
12. Les organisations de la société civile utilisent-elles l'Agenda 2030 pour encadrer leur travail ?

1. Aucune action ou très faible niveau d'initiative (ROUGE)	2. Planification initiale ; 3. Actions entreprises ; 4. Exécution en cours (ORANGE)	5. Implémentation réussie (VERT)
--	--	---

- **Le principe de « ne laisser personne de côté »**

13. Selon votre expérience, dans quelle mesure la stratégie nationale dans l'exécution de l'agenda 2030 s'est-elle concentrée sur les plus pauvres, les plus vulnérables et ceux encore plus marginalisés ?
14. Comment évalueriez-vous les opportunités pour ces groupes marginalisés de s'engager



dans la mise en place des priorités nationales et les processus d'examens ?

15. Nous souhaitons en apprendre davantage sur ces groupes marginalisés dans le contexte national qui est le vôtre, par cela nous entendons les groupes de personnes qui sont plus susceptibles que les autres de faire l'expérience de la pauvreté, de l'exclusion, de la discrimination, du manque de participation, ou de la violence. Quels groupes de personnes pensez-vous être les plus marginalisés dans le pays dans lequel vous travaillez ? (Vous pouvez en choisir plus d'un)

Les enfants et les jeunes	
Groupes ethniques particuliers (y compris les peuples autochtones)	
Les personnes âgées	
Les personnes discriminées en raison de leur caste, travail et origine	
Les personnes ne parlant pas la langue principale du pays	
Les personnes vivant dans certaines zones géographiques : les bidonvilles urbains	
Les personnes vivant dans certaines zones géographiques : les zones rurales	
Les personnes ayant des maladies transmissibles (HIV, tuberculose, etc.)	
Les personnes ayant des maladies non transmissibles (par ex. obésité, diabète, démence, etc.)	
Les personnes souffrant d'un handicap mental	
Les personnes atteintes d'un handicap physique	
Les groupes religieux	
Les sans-emploi	
Les personnes de la communauté LGBTIQ	
Les femmes	
Les veuves	
Les professionnels du sexe	
Les migrants ou les personnes sans papiers	
Les travailleurs exerçant un métier particulier (merci de spécifier)	
<i>Ajoutez un autre segment démographique</i>	

1. Aucune action ou très faible niveau d'initiative (ROUGE)	2. Planification initiale ; 3. Actions entreprises ; 4. Exécution en cours (ORANGE)	5. Implémentation réussie (VERT)
--	--	---

- **Le principe de « Respecter les limites de la planète »**

16. Existe-t-il des politiques de protection de l'environnement ? Et de gestion durable des ressources (par ex. l'eau, le sol, l'air) ? Un plan pour une consommation et une production durable ?



17. La production agricole est -elle effectuée sur un mode durable (En considérant par exemple l'agriculture biologique, sans OGM, le bien-être animal) ?
18. Des investissements sont-ils effectués pour s'orienter vers des transports en commun durables ?
19. Y a-t-il des engagements nationaux clairs pour réduire les émissions de CO2 et aller vers une transition énergétique juste ?
20. Le pays est-il dépendant des industries extractives ? Comment ces industries se comportent-elles envers leur personnel et envers l'environnement ? Où vont les bénéfices de ces industries ?

1. Aucune action ou très faible niveau d'initiative (ROUGE)	2. Planification initiale ; 3. Actions entreprises ; 4. Exécution en cours (ORANGE)	5. Implémentation réussie (VERT)
--	--	---

- **Les engagements des OSC auprès du gouvernement dans la mise en œuvre de l'Agenda 2030 de Développement Durable / ODD**

21. Avez-vous eu une concertation politique régulière avec les ministères du gouvernement compétents durant la préparation et depuis l'adoption de l'Agenda 2030 ?
22. Y a-t-il eu d'autres moyens par lesquels la société civile a pu contribuer à la mise en œuvre, au contrôle et à la révision, y compris le compte rendu national de l'Agenda ?
23. La société civile a-t-elle été invitée à fournir et/ou réviser les preuves et les données désagrégées par revenu, genre, âge, appartenance ethnique, statut migratoire, handicap, zone géographique et autres spécificités liées aux contextes nationaux - Si OUI veuillez fournir des précisions

1. Aucune action ou très faible niveau d'initiative (ROUGE)	2. Planification initiale ; 3. Actions entreprises ; 4. Exécution en cours (ORANGE)	5. Implémentation réussie (VERT)
--	--	---

- **L'engagement dans l'Examen National Volontaire**

24. Y a-t-il eu une invitation à une consultation publique concernant l'Examen National Volontaire dans votre pays ? Si oui, comment l'invitation est-elle faite et qui a été invité ?
25. Votre gouvernement a-t-il invité les représentants des OSC à être membres de leur délégation pour participer au FPHN et/ou faire une présentation ?
26. Si « Oui », votre gouvernement a-t-il offert un soutien financier pour cette participation ?

1. Aucune action ou très faible niveau d'initiative (ROUGE)	2. Planification initiale ; 3. Actions entreprises ; 4. Exécution en cours (ORANGE)	5. Implémentation réussie (VERT)
--	--	---



- **Mise en œuvre par les OSC**

27. Dans quelle limite les OSC développent-elles leurs propres plans visant à accroître la sensibilisation sur l'Agenda et sa mise en œuvre

28. Existe-t-il des études de cas spécifiques d'exécution effective par les OSC déjà en cours ?

29. Y a-t-il des obstacles pour empêcher l'exécution par les OSC de cet agenda dans votre pays ? Si OUI veuillez les décrire

1. Aucune action ou très faible niveau d'initiative (ROUGE)	2. Planification initiale ; 3. Actions entreprises ; 4. Exécution en cours (ORANGE)	5. Implémentation réussie (VERT)
--	--	---



Étude de cas 2–BRÉSIL: Le Groupe de travail pour l’agenda 2030

1. Comment la coalition est-elle née ?

Dans le cas du Brésil, la coalition de représentants de la société civile pour l’agenda 2030 est née au cours du processus de négociations qui s’est ouvert après 2015. Nous avons identifié les organisations qui suivaient les négociations puis organisé une rencontre. Celle-ci, alors menée par Abong (l’Association brésilienne des ONG) et Gestos (ONG spécialiste des négociations avec les Nations Unies) a réuni différentes parties prenantes dont des négociateurs du gouvernement brésilien de la capitale.

Lors de la seconde rencontre en juillet 2015, un de nos collègues a proposé d’officialiser notre coalition en tant que Groupe de Travail de la Société Civile pour la Mise en œuvre de l’Agenda 2030 (Grupo de Trabalho da Sociedade Civil para a Agenda 2030), avant même sa pleine adoption par les Nations Unies le 2 août.

Les nouvelles technologies de communication nous ont permis d’informer le Groupe de travail (GT) sur les questions liées aux ODD au niveau local et international. Nous avons aussi créé un site internet afin de communiquer davantage avec les différentes parties prenantes et avons rédigé un rapport couvrant l’historique des négociations de l’Agenda 2030, dont un chapitre consacré à la 3ème Conférence sur le financement du développement.

En 2017, le Groupe de travail avait assemblé suffisamment d’éléments clés pour produire son premier rapport pour le FPHN comprenant les analyses de sept ODD et une étude de cas du projet de méga-infrastructure dans l’État de Pernambuco, le complexe portuaire de Suape, avec ses ZPE et son importante raffinerie.

L’année suivante, fort d’une plus grande expérience et d’une participation accrue grâce au succès de la première année, le GT a rendu son second rapport (disponible en anglais ici : <https://gtagenda2030.org.br/relatorio-luz-2018-autoria/>) lors du FPHN 2018 à Brasilia et à New York.

La production de contenu est un facteur primordial pour l’engagement des individus car ils apprécient l’opportunité de contribuer à ces rapports d’importance, sans quoi ils craignent que le dialogue ne devienne stérile et purement théorique.

2. Qui fait partie de la coalition ?

Le Groupe de travail de la société civile brésilienne pour l’Agenda 2030 (GTSC A2030) est très hétérogène dans un pays avec une telle dimension continentale. Il se compose de dizaines d’ONG, trois forums (Economie Solidaire, Réseau Environnemental, et le forum VIH/SIDA de São Paulo) ainsi que trois réseaux en relation avec des gouvernements régionaux (RedeNossa São Paulo, Youth Coalition et Estratégia ODS). Ces organisations sont situées dans les cinq grandes régions du pays, bien que la majorité soit concentrée au Sud-Est et au Nord-Est.

Pour l’instant, le groupe de travail intègre des organisations représentant toutes les populations vulnérables, à l’exception des populations indigènes, avec lesquelles nous avons tenté d’entrer en



contact cette année. Les organisations ont aussi avancé dans toutes les dimensions du développement durable, ce qui a permis la réalisation du rapport de cette année.

3. Quel relai pour les voix de la société civile?

Le GTSC A2030 collabore avec les gouvernements au niveau fédéral et régional, en constituant des commissions ODD au plan national car nous sommes convaincus que l'institutionnalisation peut aider à accélérer la diffusion de l'Agenda 2030 auprès des différentes instances gouvernantes du pays.

Le GT a un représentant d'ONG à la Commission Nationale pour les Objectifs de Développement Durable (ODD) et deux représentants au sein de la Chambre thématique de la commission chargée d'étudier les moyens de mise en œuvre de l'Agenda. Ce travail implique de cartographier les dispositions institutionnelles pour établir un ensemble de recommandations sur les changements nécessaires à mettre en place dans le pays. Il s'agit en outre de développer une coopération Sud-Sud tendant vers la durabilité et un solide développement.

Nous n'avons toutefois pas encore réussi à impliquer le secteur privé. Cette demande doit être faite pour étendre les possibilités de coalitions et organiser un débat politique complexe sur le sujet avec la plupart des organisations du groupe de travail.

Des représentants du groupe de travail sont aussi impliqués dans des coalitions nationales et internationales pour suivre la mise en œuvre de l'Agenda apportant leurs propres expériences nationales concrètes et échangeant des informations sur les bonnes pratiques dans différents pays avec les différentes parties prenantes.



A) Analyse des 17 objectifs

La deuxième partie du rapport indépendant fournit une synthèse détaillée de chacun des objectifs pour donner une vue d'ensemble du niveau de mise en œuvre actuelle, du suivi et de son analyse. Les domaines ci-dessous vous permettent d'évaluer chaque objectif de 1 à 5.

1 Aucune action ou très faible prise d'initiative	2. Planification initiale	3. Actions entreprises	4. Exécution en cours	5. Implémentation réussie.
a) Aucun/Peu de cadre politique/légal disponible	Cadre politique/légal en phase de préparation	Certains cadres politiques/légaux disponibles	Cadre politique/légal approuvé	Solides cadres politiques/légaux en en fonctionnement
b) Aucuns/Peu de projets et stratégies existants	Projets et stratégies en phase de préparation	Certains projets et stratégies existants	Projets et stratégies approuvés	Solides projets et stratégies existants
c) Aucunes/Peu d' agences avec un mandat clair disponibles	Agences préparant leur engagement	Certaines agences avec un mandat clair disponibles	Agences commençant à développer leur mise en œuvre	Solides agences avec un mandat clair disponibles
d) Aucune/Peu de mise en œuvre des politiques, projets et stratégies de façon régulière	Mise en œuvre des politiques, projets et stratégies en phase de préparation	Certaines mises en œuvre des politiques, projets et stratégies de façon irrégulière	La mise en œuvre des politiques, projets et stratégies a commencé dans tous les domaines	Solide mise en œuvre des politiques, projets et stratégies de façon régulière
e) Aucuns/Peu de sensibilisation et renforcement des capacités disponibles	Elaboration des besoins quant à la sensibilisation et au renforcement des capacités	Certains Sensibilisations et renforcement des capacités disponibles	Activités de sensibilisation et de renforcement des capacités en cours	Solides Sensibilisation et renforcement des capacités disponibles
f) Aucun indicateur de référence	Phase de de planification et consultation sur les indicateurs de référence.	Certains indicateurs de référence mis en place.	Indicateurs de référence en cours de finalisation	Solides indicateurs de référence mis en place.
g) Aucun/Peu de contrôle, évaluation et rapport disponibles	Accords sur des projets de contrôle, évaluation et rapport	Certains contrôle, évaluation et rapport disponibles	Contrôle, évaluation et rapport en cours pour tous les indicateurs.	Contrôle, évaluation et rapport réguliers disponibles.
h) Aucun accès à l'information disponible	Accord initial sur l'accès à l'information	Certains accès à l'information disponibles	Accès à l'information en cours pour tous les indicateurs	Solide accès à l'information disponible
i) Aucuns/Peu de mécanismes de transparence et d'imputabilité disponibles	Planification initiale sur les mécanismes de transparence et d'imputabilité	Certains mécanismes de transparence et d'imputabilité disponibles	Mise en place de mécanismes de transparence et d'imputabilité en cours pour tous les indicateurs	Solides mécanismes de transparence et d'imputabilité disponibles



Objectif 1 Eradiquer la pauvreté partout sous toutes ses formes	
Le gouvernement a-t-il créé un plan spécifique et commencé à traiter ce problème sur le plan national ?	
Les autres niveaux de gouvernance (locale, régionale) sont-ils impliqués dans la réalisation de cet objectif ?	
Quelle est la référence utilisée pour mesurer la réalisation de l'objectif ? Est-elle désagrégée, transparente et disponible pour tous ?	
La société civile a-t-elle été impliquée dans l'élaboration des stratégies de réalisation de l'objectif et dans le choix de la référence?	
Commentaires supplémentaires sur cet objectif ou ce projet ?	
Quels sont, selon vous, les effets de la réalisation de cet objectif sur les autres objectifs et sur le développement durable dans son ensemble ? Quels sont les autres objectifs principaux qui, selon vous, complètent la réalisation de cet objectif ?	
Note générale de 1 à 5 :	



Objectif 2 Eradiquer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable	
Le gouvernement a-t-il créé un plan spécifique et commencé à traiter ce problème sur le plan national ?	
Les autres niveaux de gouvernance (locale, régionale) sont-ils impliqués dans la réalisation de cet objectif ?	
Quelle est la référence utilisée pour mesurer la réalisation de l'objectif ? Est-elle désagrégée, transparente et disponible pour tous ?	
La société civile a-t-elle été impliquée dans l'élaboration des stratégies de réalisation de l'objectif et dans le choix de la référence de base ?	
Commentaires supplémentaires sur cet objectif ou ce projet ?	
Quels sont, selon vous, les effets de la réalisation de cet objectif sur les autres objectifs et sur le développement durable dans son ensemble ? Quels sont les autres objectifs principaux qui, selon vous, complètent la réalisation de cet objectif ?	
Note générale de 1 à 5 :	
Objectif 3 Assurer un mode de vie sain et promouvoir le bien-être de tous à tout âge	
Le gouvernement a-t-il créé un plan spécifique et commencé à traiter ce problème sur le plan national ?	
Les autres niveaux du gouvernement (local, provincial) sont-ils impliqués dans la réalisation de cet objectif ?	
Quelle est la référence utilisée pour mesurer la réalisation de l'objectif ? Est-elle désagrégée, transparente et disponible pour tous ?	
La société civile a-t-elle été impliquée dans l'élaboration des stratégies de réalisation de l'objectif et dans le choix de la référence de base ?	
Commentaires supplémentaires sur cet objectif ou ce projet ?	
Quels sont, selon vous, les effets de la réalisation de cet objectif sur les autres objectifs et sur le développement durable dans son ensemble ? Quels sont les autres	



ACTION FOR SUSTAINABLE
DEVELOPMENT

objectifs principaux qui, selon vous, complètent la réalisation de cet objectif ?	
Note générale 1-5 :	
A FAIRE POUR CHAQUE OBJECTIF	

Une fois cette analyse terminée pour chaque objectif, il convient de croiser les données et déterminer les risques potentiels liés à la réalisation de tel objectif sur tel ou tel autre. Pour ce faire, vous devez vous référer à l'évaluation précédente des principaux thèmes transversaux et fournir une analyse qualitative de l'Agenda dans son ensemble pour le pays.



Étude de cas 3 – Royaume-Uni: le rapport de l'UKSSD « Measuring up » évalue l'exécution des ODD au Royaume-Uni.

L'UKSSD ([UK Stakeholders for Sustainable Development](#)) est un réseau d'organisations de divers secteurs travaillant ensemble à la mise en place des ODD des Nations Unies au Royaume-Uni. Plus de 100 organisations partenaires et plus de 1000 acteurs sont impliqués dans ses activités et ses projets.

En octobre 2017, avec le concours d'entreprises partenaires, ils ont débuté un projet de 10 mois visant à évaluer l'exécution des ODD au Royaume-Uni. Le rapport final [Measuring up](#) est le premier compte-rendu exhaustif du Royaume-Uni quant aux 17 objectifs, leur finalité et leurs indicateurs.

1. L'élaboration du rapport «Measuring up»

Il était essentiel que ce processus se fasse l'écho de l'ensemble des voix des parties prenantes du réseau en reflétant leur expertise unique et leurs compétences dans leur diversité. Pour ce faire, cette étude s'est déroulée selon quatre étapes :

1. *Un travail en collaboration avec 17 organisations responsables de chapitre pour collecter les données disponibles et mener une analyse poussée.*

Ils ont lancé un appel aux organisations pour mener une étude sur l'un des objectifs en lien avec leur domaine d'expertise. Ils ont sélectionné celles qui disposaient d'une expertise technique, de compétences et d'un réseau. Ils ont fourni à ces organisations un modèle à remplir. Pour chaque objectif, elles devaient comparer les données de performance existantes aux indicateurs mondiaux ou leurs équivalents nationaux à partir de sources officielles ou non officielles. Elles devaient ensuite évaluer si l'objectif était couvert par une politique publique existante, estimer la performance du Royaume-Uni à l'aide d'un code couleur rouge-jaune-vert et identifier les actions du gouvernement et des autres parties prenantes. Ce processus a été créé en accord avec les responsables de chapitre; les points méthodologiques qui nécessitaient des précisions ont fait l'objet d'une décision conjointe.

2. *Une fois la recherche initiale et les évaluations publiées, les parties prenantes étaient invitées à les relire et les commenter.*

Ils ont lancé un appel au sein du réseau pour vérifier ces recherches. Il était demandé aux parties prenantes de relire ces recherches pour y apporter des éléments complémentaires, vérifier la solidité des recherches et valider ou contester la notation rouge-jaune-vert et les actions recommandées.

3. *La recherche et les commentaires ont été ajoutés dans un dernier chapitre dédié à la synthèse par les responsables de chapitre.*

Tout comme pour la première étape, les responsables de chapitre devaient suivre un modèle prédéfini. Il devait comporter des exemples concrets des dimensions locales et internationales de



l'objectif, comme l'élaboration de politiques décentralisées montrant les bonnes pratiques, et les relations existantes entre cet objectif (ou sa finalité) et les autres.

4. Le chapitre final a été mis en page, édité et relu à nouveau par les parties prenantes.

Le rapport complet a été édité et distribué aux différentes parties prenantes qui avaient commenté la phase initiale de ce travail. Elles étaient invitées à vérifier que la synthèse reflétait bien les points les plus pertinents et mettait en lumière la position du groupe.

La deuxième partie du rapport analysant les mécanismes nécessaires à la mise en œuvre des ODD au Royaume-Uni, la situation des quatre nations et le rôle des parties prenantes, a suivi un processus similaire.

2. Une approche collaborative

Les responsables de chapitre étaient des représentants des parties prenantes. En plus de diriger les recherches, les responsables de chapitre permettaient de faciliter le processus et de saisir les voix des parties prenantes. Ils étaient soutenus dans la gestion de conflits ou de désaccords et lorsque les opinions divergeaient, ils étaient invités à en prendre acte sans chercher à les résoudre. Grâce à cela, nous n'avons pas eu de problèmes majeurs de désaccords entre les parties prenantes et nous avons pu facilement arriver à un consensus pour chacun des chapitres.

Le processus était ouvert à toute collaboration. Ils ont fait savoir que tout le monde pouvait participer au projet y compris des représentants du gouvernement ou des entités publiques. Les données étaient vérifiées par l'ONS (Office national des statistiques) pour s'assurer de leur conformité avec celles de leur propre plateforme. Ils ont invité les agents des différents départements du gouvernement à relire les recherches, même si peu l'ont fait.

Etre impartial et ne laisser personne de côté. Au moment de l'évaluation de la performance actuelle du Royaume-Uni, ils se sont convenus que la notation devait être simple et aussi objective que possible. La notation est basée sur la performance actuelle mais prend en compte les tendances historiques et ils ont choisi de ne pas évaluer la probabilité que le Royaume-Uni atteigne son but d'ici 2030. Les objectifs sont classés : rouge pour une mauvaise performance ou quand il n'existe aucune politique officielle ; jaune pour une performance inadaptée ou quand la politique officielle n'est pas suffisante pour l'objectif en question ; vert pour une bonne performance et quand il existe une politique officielle suffisante. Pour établir la performance du Royaume-Uni, ils se sont attachés à ne laisser personne de côté lors des évaluations de chacun des objectifs (si une donnée révélait que des lieux ou des populations étaient laissés de côté, cela risquait de faire baisser la note, surtout dans le cas d'une tendance inquiétante et d'un manque de politique publique).

3. La relation avec le Gouvernement du Royaume-Uni

Après avoir demandé en vain au gouvernement du Royaume-Uni de mettre en place un plan pour la mise en œuvre des ODD et de s'engager dans un Examen National Volontaire (ENV) ils ont décidé de conduire son propre évaluation. Ils ont invité le gouvernement à s'y associer, ce qu'il a décliné, mais ils sont restés ouverts à une collaboration ultérieure.



ACTION FOR SUSTAINABLE
DEVELOPMENT

Ils ont travaillé avec l'ONS sur les données ainsi qu'avec certains membres des départements même si la principale interaction avec le gouvernement s'est limitée à les informer régulièrement de ses activités. Ils leur ont notamment transmis la première version du rapport dans son intégralité.

Ils ont lancé le rapport en partenariat avec le Groupe parlementaire multipartite chargés des ODD au parlement de Londres. Ils ont invité le gouvernement à assister à l'événement et à y prendre part, ce qu'il a fait, en accueillant notre rapport comme une contribution à l'ENV du Royaume-Uni.

Il a fallu 10 mois au total pour produire le rapport *Measuring Up* auquel se sont associées plus de 100 organisations. Il s'agit, selon, de la première évaluation exhaustive de la performance d'un État membre sur les ODD produit par les parties prenantes.



SECTION III: Comment assurer le changement

Une fois cette analyse approfondie effectuée, reste à utiliser ces données pour émettre des recommandations claires et conduire à un réel changement dans le pays.

A) Construire une coalition large

Si vous n'avez pas encore de coalition des organisations de la société civile (OSC) pour l'exécution de l'Agenda 2030, sa mise en place est une avancée majeure pour la diffusion de votre message.

Il est très important d'inclure des partenaires d'horizons différents afin de construire un échantillon représentatif des organisations travaillant sur toutes les dimensions des ODD dont la pauvreté, la nutrition, la biodiversité, l'eau et l'hygiène, l'environnement, les droits de l'Homme, l'égalité, le climat, le transport, l'aménagement urbain, la gouvernance, etc.

Une fois ce rapport établi, vous pouvez organiser une table ronde avec d'autres partenaires et des représentants des principaux groupes pour vous aider à valider vos recherches et continuer à construire votre partenariat.

Pour plus de conseil sur ce thème, **vous pouvez consulter :**

- **Le rapport *Leave No One Behind* ainsi que la boîte à outils et les pages ressources sur notre [site](#)**

B) Présenter le rapport

La prochaine étape majeure consiste à préparer un rapport attrayant. Pour cela, l'accent sera mis sur une présentation visuelle permettant de toucher un public plus large. Le rapport devrait utiliser le modèle d'évaluation par code couleur vu précédemment qui permettra une comparaison visuelle claire entre les rapports nationaux.

Créer un événement de lancement pour initier un dialogue avec les responsables gouvernementaux les plus importants en amont de la réunion du FPHN est une bonne manière de construire un actionnariat public et d'engager leur responsabilité tout au long du projet.

Il peut s'avérer utile d'établir une cartographie des principaux décisionnaires que vous pourriez influencer, comme:

- Les législateurs locaux ou nationaux
- Les départements gouvernementaux avec un (potentiel) mandat pour mettre en œuvre des programmes gouvernementaux liés aux ODD.
- D'autres coalitions de société civile (CSO) ayant la capacité et l'expertise pour soutenir la mise en œuvre.
- Des alliés transversaux et des sympathisants (établissements scolaires, media, bloggeurs, etc.)

Renseignez-vous sur la manière dont ils sont déjà en lien avec votre objectif ou d'autres objectifs spécifiques en étudiant leurs objectifs et leurs activités récentes. Vous découvrirez:

- D'éventuelles relations et tensions entre les parties prenantes
- Leurs intentions et leurs contraintes
- Leurs motivations et intérêts



- Leurs priorités, qu'elles soient rationnelles, émotionnelles et/ou personnelles.

C) Suivi des Examens Nationaux Volontaires (ENV) au niveau national

Pour assurer un réel changement dans votre pays, le processus ne devrait pas se conclure par la présentation des ENV. L'engagement national doit se poursuivre au-delà du FPHN et en veillant à ce que la mise en œuvre soit assez solide pour y inclure toutes les composantes du gouvernement et de la société.

Pour rester sur la même dynamique, vous pouvez :

1. Organiser des réunions trimestrielles de la coalition nationale multisectorielle en mettant l'accent sur des sujets différents chaque fois sans perdre de vue l'objectif dans son ensemble, à savoir une transformation vers la durabilité.
2. Proposer des rendez-vous réguliers avec les ministères, comités parlementaires, programmes nationaux de développement et processus budgétaires.
3. Mettre en place votre propre plan d'action pour l'Agenda 2030 et développer un socle de connaissance indépendant.
4. Proposer l'apprentissage entre pairs dans votre région : partager les expériences et les connaissances sur le contrôle et la mise en œuvre et améliorer les manières de constituer votre socle de connaissance.
5. Identifier d'autres procédés internationaux qui peuvent renforcer les recommandations principales des ENV, dont certains procédés régionaux comme l'engagement de l'Union Européenne ou encore des procédés des Nations Unies comme le l'Examen périodique universel du Conseil des droits de l'Homme.

Plus d'informations ?

Si vous souhaitez plus d'informations et de conseils pour sensibiliser votre gouvernement aux ENV et au FPHN, vous pouvez trouver des ressources supplémentaires utiles auprès de nos partenaires des CSO comme :

- Forus: Guide pour aider les organisations de la société civile à produire des rapports sur les avancés de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 au niveau national : disponible [ici](#)
- Together 2030: Guide pratique pour initier un Examen national volontaire : disponible en anglais [ici](#)
- CIVICUS Monitor pour l'évaluation de l'espace civique au titre de l'Objectif 16 [ici](#)
- Les pages des groupes et parties prenantes principaux disponibles sur notre site [ici](#)



Étude de cas 4 – INDE: Wada Na Todo Abhiyan

1. Comment la coalition est-t-elle née ?

Wada Na Todo Abhiyan (Ne brisez pas la promesse) est une campagne nationale en Inde qui pousse le gouvernement à tenir ses promesses d'éradiquer la pauvreté, l'exclusion sociale et la discrimination. Ce réseau se compose de plus de 4000 ONG, organisations communautaires et mouvements populaires indiens dont la mission principale aujourd'hui est de mieux faire connaître les ODD.

Le réseau est né d'un consensus entre les militants pour les Droits de l'Homme et les groupes d'actions sociales qui avaient pris part au Forum social mondial de 2004 à Mumbai. Dès le début, son but était de créer un meilleur environnement pour les communautés marginalisées grâce à un effort efficace, concentré et conjoint. Ce travail collectif visait à améliorer la vie des populations dans un pays qui concentre un quart de la pauvreté mondiale, pour beaucoup privés de la possibilité d'apprendre, de vivre et de travailler dans la dignité.

Pour ce faire, ce réseau exerce un contrôle sur les promesses faites par le gouvernement d'atteindre les objectifs fixés par les Objectifs du millénaire pour le développement (2000), les Objectifs de développement national et le Programme minimum commun national (2004-2009) avec une attention particulière sur le droit à l'existence, la santé et l'éducation. Ces dernières années, *Wada Na Todo Abhiyan* a pris part à la promotion de l'agenda 'post-2015' en Inde et a mené la mobilisation nationale autour des actions et de la campagne de 2015, ce qui lui a permis d'avoir une influence directe lors des réunions et négociations liées à la création et l'adoption de l'Agenda 2030 et des ODD.

2. Qui fait partie de la coalition ?

La coalition indienne est hétérogène. Elle se compose d'organisations soutenant diverses communautés comme les Dalits (communautés discriminées par leur métier ou leur origine), les communautés indigènes, les femmes, les enfants, les jeunes, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, les transgenres, etc. pour porter leurs préoccupations et aspirations dans les programmes, les politiques et les objectifs de développement des gouvernements locaux et nationaux.

Le groupe de coordination de la campagne

Wada Na Todo Abhiyan est dirigé par son organe central, le groupe de coordination de la campagne (GCC) qui regroupe de nombreuses associations locales, mouvements citoyens ainsi que des organisations de promotion et de diffusion. Le GCC est chargé de développer les pratiques, le calendrier et la direction de cette coalition.

Le groupe de pilotage de la campagne

Le groupe de pilotage de la campagne est le comité de direction de la coalition. Il se compose de représentants de l'organe central dont les membres sont élus au groupe de pilotage. Il propose une juste répartition de jeunes, Dalits, femmes, musulmans, personnes travaillant avec les



enfants, communautés et organisations indigènes travaillant avec eux, etc. Il prend aussi en considération les représentations régionales entre les différentes zones géographiques de l'Inde.

3. Quel relai pour les voix de la société civile?

WNTA et ses partenaires ont mis en place une série d'ateliers, de consultations et de formations aux ODD ainsi que des supports de communication pour sensibiliser davantage au niveau national, régional et local. Ceci a conduit à des actions d'envergure lors de la mobilisation pour la journée mondiale de l'Action en 2017 organisée par la campagne d'action pour les ODD des Nations Unies, de l'Action pour le développement durable (A4SD) et de l'Appel mondial à l'action contre la pauvreté (GCAP).

Le réseau est aussi activement impliqué dans la promotion au niveau national en permettant à la société civile de participer au processus d'Examen national volontaire de 2017 lorsque l'Inde a présenté son projet au FPHN de New York. En associant un grand nombre de partenaires de la société civile, WNTA a préparé un rapport non officiel intitulé « Rapport de la société civile sur les Objectifs de développement durables » ([*A Civil Society Report on Sustainable Development Goals en anglais*](#)) qui passe en revue 10 objectifs principaux sur les 17 que compte l'Agenda 2030.

WNTA a aussi régulièrement collaboré avec l'institution nationale indienne Aayog, premier groupe de réflexion du gouvernement supervisant la mise en œuvre des ODD en élaborant des indicateurs pour l'Agenda 2030.

De plus, WNTA fournit des évaluations annuelles de la performance du gouvernement central sur ses promesses clés, tel que, entre autres, les promesses électorales et les ODD. Récemment, il a conduit une évaluation de quatre ans sur le gouvernement de l'Alliance démocratique nationale (NDA) au pouvoir depuis 2014.

Ces actions ont non seulement permis de faire parler des ODD dans les zones urbaines et rurales du pays mais aussi d'engager la responsabilité du gouvernement quant à la mise en œuvre de l'Agenda 2030.



ACTION FOR SUSTAINABLE
DEVELOPMENT

Étude de cas 5 – ESPAGNE : Futuro en Común, plateforme de la société civile pour le changement

Présentation de la coalition et de ses principaux acteurs clés

[FuturoenComún \(FeC\)](#) est une plateforme innovante de dialogue intersectoriel en Espagne œuvrant pour le développement durable, les droits de l'Homme et le renforcement de l'espace démocratique civique. Elle comprend plus de 50 organisations axées sur l'environnement, les droits de l'Homme, les actions sociales, la coopération internationale, le féminisme, l'enfance, l'économie alternative, la mobilité humaine, les questions relatives au travail et la diversité fonctionnelle. Cette plateforme utilise une approche systémique interdisciplinaire pour proposer des solutions visant à changer de politique, sensibiliser davantage et mobiliser.

1. Engagement et stratégie

Grâce au travail collectif, cette plateforme plaide pour la construction d'une vision commune, rigoureuse et transformatrice de l'Agenda 2030, en tant qu'espace pour le changement politique et la capacité à réunir une représentation large et significative de la société civile espagnole. Pour FeC, l'Agenda 2030 est un cadre qui devrait mettre les droits de l'Homme et la protection de la planète au centre du débat. L'Agenda 2030 peut être vu à l'heure actuelle comme une politique qui tente de d'ouvrir une voie dans différents pays, régions et



villes avec le risque d'entrer en conflit avec d'autres intentions politiques (austérité, privatisation, militarisation, etc.). C'est pour cela que la société civile organisée a un rôle crucial à jouer dans la promotion d'un Agenda transformateur, au niveau national et mondial.

En Espagne, cette coalition a permis la création d'une série de mesures, sur le moyen et le long terme, pour une mise en œuvre ambitieuse dans le [rapport](#) « *Un Agenda 2030 transformateur pour les populations et la planète. Propositions d'action politique* ». Plusieurs institutions gouvernementales majeures ont soutenu le rapport, ce qui a provoqué un engagement important de la part du gouvernement espagnol. Le Président a [envoyé](#) un message fort au parlement en juillet et au FPHN, envisageant l'Agenda comme un projet central pour le pays au niveau local, national, européen et multilatéral. Le [Plan d'action](#) gouvernemental qui a été approuvé la veille du FPHN en est la preuve.



ACTION FOR SUSTAINABLE
DEVELOPMENT

2. Stratégie

Tourné vers le futur, Futuro en Común va se concentrer sur :

- Le renforcement de la plateforme comme espace d'apprentissage et d'innovation sociale et politique.
- La participation active, aux côtés des autres parties prenantes, à la construction d'une Stratégie nationale de développement durable.
- La contribution à la définition et au débat sur les politiques et mesures de transformation visant à ne laisser personne de côté et à améliorer la Cohérence des politiques sur le développement durable (PCSD).
- La contribution à tous les processus et institutions pour améliorer le contrôle et l'analyse du cadre de mise en œuvre.
- L'inclusion et la communication avec d'autres organisations de la société civile pour convertir l'Agenda en politique publique.



ACTION FOR SUSTAINABLE
DEVELOPMENT

Remerciements

Traduction vers le français fournie par *Mondo Agit* dans le cadre du projet de PerMondo (traduction gratuite pour les ONG et les associations sans but lucratif). Traducteurs: Calixta Grigoriou, Laurence Leymerigie. Relecteurs : Hugo Douma, Maud Londero, Calixta Grigoriou